

était donc condamnée à continuer la lutte à toute extrémité : elle se le devait à elle-même, elle le devait à la cause de l'indépendance italienne, et si cette lutte était devenue entièrement inutile, c'était du moins une dernière et magnifique protestation contre le joug de l'étranger. Avec les ressources qui lui restaient et en présence du peu de progrès de l'attaque, Venise pouvait encore tenir à peu près deux mois, et un tel délai pouvait, contre toute attente, il est vrai, amener quelque circonstance favorable.

Pepe avait beaucoup perdu dans l'opinion publique, surtout depuis l'évacuation de Malghera et de San Giuliano. Les ministres de la guerre et de la marine, Cavedalis et Graziani, n'étaient plus populaires ; Manin ne pouvait en rien diriger les affaires de la guerre ; les vivres et les munitions devenaient rares, et l'administration ne paraissait pas s'occuper d'y pourvoir et de les ménager ; la flotte ne voulait pas agir. On sentait qu'il fallait une direction plus forte et plus habile. L'assemblée, pour remédier à un tel état de choses, sans toutefois changer le chef du gouvernement ni le chef de l'armée, nomma une commission militaire de trois membres revêtue de pleins pouvoirs pour tout ce qui concernait la défense. Les membres de cette commission étaient : Ulloa, nommé général pour sa défense de Malghera ; Sirtori, lieutenant colonel, ancien prêtre lombard, homme très-brave et très-énergique ; Baldisserotto, officier de marine distingué. C'était là une seconde dictature en présence de celle de Manin, un autre commandement en chef avec celui de Pepe, et il pouvait sortir d'une situation si fautive les plus dangereux conflits. Il aurait beaucoup mieux valu remplacer